

MARCHE PUBLIC DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

Pièce n°02 : Cahier des Clauses  
Administratives Particulières  
(CCAP)

*Maître d'Ouvrage*

COMMUNE DE LE PORT – LA REUNION

*Objet du marché*

**MISSION DE DÉTECTION, DE RÉCOLEMENT ET DE DIAGNOSTIC RESEAUX**  
**Pour le projet de requalification des espaces publics sur le secteur « Les Portes de**  
**l'Océan » – Commune de Le Port**

MARCHE N° M2023-002-PA-S23-005

*Établi conformément au Code de la Commande Publique*  
*(Dénommé ci-après « CCP ») dans sa version consolidée au 1<sup>er</sup> avril 2019.*

## TABLE DES MATIÈRES

<b>ARTICLE 1. DESCRIPTION DU MARCHÉ .....</b>	<b>4</b>
1.1 OBJET DU MARCHÉ .....	4
1.2 FORME DU MARCHÉ .....	4
1.3 CONTENU DE LA MISSION .....	4
<b>ARTICLE 2. DÉSIGNATION DES CONTRACTANTS ET ÉLECTION DE DOMICILE.....</b>	<b>5</b>
2.1 POUVOIR ADJUDICATEUR .....	5
2.2 TITULAIRE.....	5
2.3 REPRESENTATION DES PARTIES .....	5
2.4 ECHANGES ENTRE LES PRESTATAIRES .....	5
<b>ARTICLE 3. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ .....</b>	<b>6</b>
3.1 PIECES PARTICULIERES.....	6
3.2 PIECES GENERALES.....	6
3.3. PIECE NON CONTRACTUELLE.....	7
<b>ARTICLE 4. LE TECHNICIEN DETECTION RESEAUX .....</b>	<b>7</b>
4.1 CONTRACTANT UNIQUE .....	7
4.2 COTRAITANTS .....	7
4.2.1 Groupement Technicien Détection Réseaux.....	7
4.2.2 Le mandataire du groupement .....	7
4.3 SOUS-TRAITANTS.....	9
<b>ARTICLE 5. DEVOIRS ET OBLIGATIONS DU TECHNICIEN DETECTION RESEAUX .....</b>	<b>10</b>
5.1 CONDUITE DES PRESTATIONS PAR UNE PERSONNE NOMMEMENT DESIGNEE .....	10
5.2 ABSENCE DE CONFLIT D'INTERET .....	11
5.3 OBLIGATION DE SECRET.....	11
5.4 DEVOIR DE CONSEIL.....	12
5.5 PRESTATIONS SIMILAIRES .....	12
<b>ARTICLE 6. MODALITÉS D'EXÉCUTION DU MARCHÉ .....</b>	<b>12</b>
6.1 DISPOSITIONS GENERALES .....	12
6.2 FORME DES NOTIFICATIONS ET COMMUNICATIONS .....	12
6.3 INFORMATIONS RECIPROQUES DES CO-CONTRACTANTS.....	13
6.3.1 Informations données par le Pouvoir Adjudicateur au Technicien Détection Réseaux pendant l'exécution du marché .....	13
6.3.2 Informations données par le Technicien Détection Réseaux au Pouvoir Adjudicateur ou à son représentant.....	13
6.4 PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET CONDITIONS DE TRAVAIL .....	13
6.4.1 Application des principes généraux de prévention .....	13
6.4.2 Collaboration dans la phase des études .....	13
6.5 PRESENTATION ET APPROBATION DES PRESTATIONS DE DETECTION, DE RECOLEMENT ET DE DIAGNOSTIC RESEAUX .	13
6.5.1 Délais d'approbation des documents par le Pouvoir Adjudicateur .....	14
6.6 ORDRES DE SERVICE DELIVRES PAR LE POUVOIR ADJUDICATEUR.....	14
6.6.1 Forme de la notification .....	14
6.6.2 Effets d'un ordre de service – Possibilité pour le titulaire d'émettre des réserves .....	14
6.6.3 modifications au contrat négocié avec le pouvoir adjudicateur .....	15
6.7 ACHEVEMENT DE LA MISSION DE DETECTION, DE RECOLEMENT ET DE DIAGNOSTIC RESEAUX.....	15
6.8 ARRET DES PRESTATIONS .....	15
6.9 SUSPENSION DE LA MISSION .....	15

<b>ARTICLE 7. RÉMUNÉRATION DU TITULAIRE .....</b>	<b>16</b>
7.1 CHOIX DE L'UNITÉ MONÉTAIRE DE RÈGLEMENT .....	16
7.2 ÉTABLISSEMENT DU PRIX DU TITULAIRE .....	16
7.3 MODIFICATIONS PRÉVUES DANS LE CADRE DE CLAUSES DE REEXAMEN .....	17
7.4 MODALITÉS DE RÉVISION .....	17
7.4.1 <i>Mois d'établissement du prix du marché .....</i>	<i>17</i>
7.4.2 <i>Révision du prix du marché.....</i>	<i>17</i>
7.5 TAXE SUR LA VALEUR AJOUTÉE .....	18
<b>ARTICLE 8. PÉNALITÉS .....</b>	<b>18</b>
8.1 PÉNALITÉS EN CAS DE RETARD DANS LA PRÉSENTATION DES DOCUMENTS .....	18
8.2 ABSENCE INJUSTIFIÉE .....	19
8.3 REMPLACEMENT DES MEMBRES DU GROUPEMENT.....	19
8.4 AUTRES MANQUEMENTS .....	19
<b>ARTICLE 9. RÈGLEMENT DES COMPTES DU TECHNICIEN DÉTECTION RÉSEAUX.....</b>	<b>19</b>
9.1 LES AVANCES.....	19
9.2 FACTURATION .....	19
9.3 LE PROJET DE DECOMPTÉ GÉNÉRAL DU MARCHÉ DE DÉTECTION, DE RECOLEMENT ET DE DIAGNOSTIC RÉSEAUX ....	21
9.4 DÉLAIS DE PAIEMENT .....	22
<b>ARTICLE 10. ASSURANCES .....</b>	<b>22</b>
10.1 RESPONSABILITÉ CIVILE PROFESSIONNELLE.....	22
10.2 RESPONSABILITÉ CIVILE DÉCENNALE .....	23
10.3 JUSTIFICATIFS DES POLICES D'ASSURANCE .....	23
10.4 ASSURANCES DU MAÎTRE D'OUVRAGE.....	23
10.4.1 <i>Assurance Tous Risques Chantier .....</i>	<i>23</i>
10.4.2 <i>Assurance Dommages – Ouvrage.....</i>	<i>23</i>
10.5 DISPOSITIONS DIVERSES .....	23
10.5.1 <i>Absence ou insuffisance de garantie du titulaire .....</i>	<i>23</i>
10.5.2 <i>Incidence des polices souscrites par le maître d'ouvrage.....</i>	<i>23</i>
10.5.3 <i>DOCUMENTS À PRODUIRE TOUS LES SIX MOIS JUSQU'À LA FIN DE L'EXÉCUTION DU MARCHÉ .....</i>	<i>24</i>
<b>ARTICLE 11. PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE.....</b>	<b>24</b>
11.1 UTILISATION DES CONNAISSANCES ANTÉRIEURES .....	24
11.2 UTILISATION DES RÉSULTATS .....	24
11.3 RÉSULTATS PROTÉGÉS PAR UN DROIT DE PROPRIÉTÉ LITTÉRAIRE ET ARTISTIQUE .....	24
11.4 EXPLOITATION COMMERCIALE DES RÉSULTATS .....	25
<b>ARTICLE 12. RÉSILIATION.....</b>	<b>25</b>
<b>ARTICLE 13. PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES .....</b>	<b>25</b>
<b>ARTICLE 14. RÈGLEMENT DES LITIGES .....</b>	<b>25</b>
14.1 TRIBUNAL COMPÉTENT EN CAS DE LITIGE .....	26
14.2 CAS DE FORCE MAJEURE .....	26
14.3 LANGUE .....	26
<b>ARTICLE 15. MODIFICATIONS AFFECTANT LES CONTRACTANTS.....</b>	<b>26</b>
15.1 REMPLACEMENT DU TITULAIRE INITIAL PAR UN NOUVEAU TITULAIRE .....	27
15.2 MODIFICATION DU GROUPEMENT DE DÉTECTION RÉSEAUX EN CAS DE DÉFAILLANCE DU MANDATAIRE .....	27
15.3 MODIFICATION DU GROUPEMENT DE DÉTECTION RÉSEAUX EN CAS DE DÉFAILLANCE D'UN COTRITAIRE .....	27
<b>ARTICLE 16. DÉROGATIONS AU CCAG-PI .....</b>	<b>27</b>

## ARTICLE 1. DESCRIPTION DU MARCHÉ

### 1.1 OBJET DU MARCHÉ

L'objet du présent marché est de réaliser la détection et le diagnostic des réseaux enterrés sur l'ensemble du projet de requalification des espaces publics sur le secteur de « Les Portes de l'Océan » notamment sur les rues suivantes :

- Rue Evariste de Parry, rues et venelles concomitantes.
- Rue Amiral Bosse, rues et venelles concomitantes.

Les rendus d'études de cette mission vont permettre au maître d'œuvre du projet de disposer des éléments d'information exhaustifs concernant les réseaux présents sur le périmètre et leur état.

- **Lieu d'exécution** : Commune de Le Port périmètre projet "Les Portes de l'Océan" rue Evariste de Parry.

### Description sommaire des missions de détection diagnostic réseaux à prévoir lors des études et du suivi de travaux :

- Missions de base : Diagnostics et identification des réseaux + Passage caméra + Plan de récolement + Synthèse diagnostic
- Missions complémentaires : Essais colorant + Test de fumée de détection
  - o Relevés complémentaires, compléments d'investigation à effectuer sur demande du maître d'ouvrage ( partie à bons de commande)

### 1.2 FORME DU MARCHÉ

Il s'agit d'un marché de services (prestations intellectuelles) à prix mixtes :

- Une partie à prix global et forfaitaire ;
- Une partie à prix unitaires à bons de commande comprenant un maximum fixé à 30 000 € HT pour la durée de validité du marché.

### 1.3 CONTENU DE LA MISSION

Il sera confié au titulaire les éléments de mission suivants :

<b>Diagnostic et identification des réseaux</b> : recueil des données sur l'ensemble des réseaux existants (EU, EP, HTA, BT, Télécom .... Liste non exhaustive). Etats et dimensions des réseaux existants.
<b>Passage caméra</b> : réalisation d'un passage caméra sur les réseaux humides (EP, EU) comprenant utilisation d'une caméra sur chariot avec commande guidée.
<b>Plan de récolement</b> : mise à jour du plan de récolement, de la base de données recueillies sur le site (Implantation, altimétrie, écoulement, diamètre ...) en coordonnées XYZ.
<b>Synthèse diagnostic</b> : Remise d'une note de synthèse sur la base des données recueillies au cours de ces investigations. Mise en avant de l'état fonctionnel de l'ensemble des réseaux existants. L'entrepreneur devra prévoir à minima 2 demi-journées de mise au point ou réunion avec le MOE.
<b>Relevés complémentaires</b> , compléments d'investigation à effectuer sur demande du maître d'ouvrage (prix unitaires)

Au titre de ses missions, le titulaire assume toutes les tâches techniques et administratives mises à sa charge par le Cahier des Clauses Administratives Générales suivant l'arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de prestations intellectuelles.

## ARTICLE 2. DÉSIGNATION DES CONTRACTANTS ET ÉLECTION DE DOMICILE

### 2.1 POUVOIR ADJUDICATEUR

#### COMMUNE DE LE PORT

Représentée par son Maire en exercice  
9 Rue Renaudière de Vaux  
97420 LE PORT

**Mandataire agissant au nom et pour le compte du maître d'ouvrage :** (articles L.2422-5 à L.2422-10 du CCP)

#### SPL GRAND OUEST

9 rue Sully Prud'homme  
ZI n°3  
97420 LE PORT  
Représentée par : Franck SEITHER – Directeur général

Le Maître d'Ouvrage sera dénommé ci-après « **le Pouvoir Adjudicateur** » ou le « **Maître d'Ouvrage** ».

### 2.2 TITULAIRE

Le titulaire du marché désigné à l'acte d'engagement dénommé ci-après le « Technicien Détection Réseaux » ou le « titulaire ».

Tous les documents relatifs au présent marché et destinés au titulaire sont adressés au domicile élu figurant à l'Acte d'engagement.

En cas de modification de domicile élu, le titulaire en avertit le Pouvoir Adjudicateur par lettre recommandée avec accusé de réception.

### 2.3 REPRESENTATION DES PARTIES

Conformément aux articles 3.3 et 3.4.1 du CCAG-Pi, dès la notification du marché, le titulaire et le Pouvoir Adjudicateur désignent une personne physique ou plusieurs personnes physiques habilitées à les représenter pour les besoins de l'exécution du marché et notifie cette désignation au Pouvoir Adjudicateur ou au titulaire du marché.

En l'attente de cette désignation éventuelle et à défaut, les personnes physiques signataires de l'acte d'engagement sont seules habilitées à les engager.

D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le titulaire et le Pouvoir Adjudicateur en cours d'exécution du marché.

### 2.4 ECHANGES ENTRE LES PRESTATAIRES

Dès la réunion de lancement, le maître d'ouvrage communique la liste des intervenants, précise leurs missions respectives, et les coordonnées des interlocuteurs désignés.

Les modalités de collaboration du Technicien Détection Réseaux avec l'ensemble des prestataires du maître d'ouvrage concourant à l'opération sont précisées lors de cette réunion.

Le maître d'ouvrage autorise le Technicien Détection Réseaux à échanger directement avec chacun des prestataires désignés à toutes les étapes du projet.

En cas de difficultés rencontrées lors de la collaboration avec l'un des autres intervenants, le Technicien Détection Réseaux informe le maître d'ouvrage sans délais.

### ARTICLE 3. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-Pi, les pièces constitutives du marché sont par ordre de priorité décroissante (à savoir qu'en cas d'omission, imprécision ou contradiction entre elles, elles s'interpréteront dans cet ordre), les suivantes :

#### 3.1 PIECES PARTICULIERES

- **L'acte d'engagement et ses annexes**, le cas échéant, dans sa version résultant des dernières modifications éventuelles, opérées par modification de contrat,
- **Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)** dans sa version en vigueur à la date limite de remise des plis,
- **Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP)** dans sa version en vigueur à la date limite de remise des plis et ses annexes,
- **La Décomposition du Prix global et forfaitaire (DPGF) et le Bordereau des Prix Unitaires (BPU)**,
- **Les éventuelles questions/réponses apportées au cours de la phase de publication**,
- **Les éventuelles réponses apportées en phase de négociation le cas échéant**,
- **La note méthodologique** remis par le Titulaire dans son offre,
- **Les déclarations de sous-traitance** et leurs éventuels actes modificatifs postérieurs à la notification du marché de maîtrise d'œuvre, le cas échéant,
- **Les bons de commande** qui seront émis durant l'exécution du marché.

Les exemplaires originaux détenus par la SPL GRAND OUEST font, seuls, foi.

#### 3.2 PIECES GENERALES

- **Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG-Pi)** approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 et publié au JO du 1<sup>er</sup> avril 2021.

### 3.3. PIECE NON CONTRACTUELLE

#### - Le Détail Quantitatif Estimatif (DQE)

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois de la date limite de remise de l'offre initiale.

Le titulaire ne peut se prévaloir, dans l'exercice de sa mission, d'une quelconque ignorance des textes énumérés ci-dessus, des lois, décrets, arrêtés, règlements, circulaires, de tous les textes administratifs nationaux ou locaux et, d'une manière générale, de tout texte et de toute la réglementation intéressant son activité pour l'exécution du présent marché.

Le titulaire reconnaît avoir pris connaissance des dispositions de ce CCAG et s'engage au respect des obligations mises à sa charge dans celui-ci, sauf dérogations éventuelles énoncées dans le CCAP des marchés de travaux qui se substitueraient alors aux dispositions de ce CCAG.

## ARTICLE 4. LE TECHNICIEN DETECTION RESEAUX

### 4.1 CONTRACTANT UNIQUE

Le contractant unique est une personne physique ou morale qui est désignée à l'acte d'engagement.

### 4.2 COTRAITANTS

#### 4.2.1 GROUPEMENT

Si l'exécution du marché est confiée à un groupement d'entreprises, le destinataire de toutes les décisions ou demandes est le mandataire du groupement tel qu'identifié à l'acte d'engagement.

Le mandataire accuse réception de la décision ou demande et indique par retour au Pouvoir Adjudicateur ou son représentant qui, du mandataire ou de chaque cotraitant, a été désigné par le groupement pour assurer l'exécution des prestations objet de la décision ou de la demande.

Dans le cas où le mandataire n'effectuerait pas cette formalité dans un délai de 24 heures à compter de la date de réception de la décision ou de la demande, il sera considéré que l'exécution des prestations est assurée par le mandataire.

Les dispositions prévues aux articles 28, 30 et 34 du CCAG-Pi peuvent s'appliquer à un seul des cotraitants du groupement dès lors qu'il se trouve dans une des situations prévues à ces articles.

#### 4.2.2 LE MANDATAIRE DU GROUPEMENT

Le mandataire du groupement désigné dans l'acte d'engagement représente l'ensemble des membres vis-à-vis du Pouvoir Adjudicateur, coordonne les prestations entre les membres du groupement et veille à instaurer une bonne communication entre les membres du groupement et avec le maître d'ouvrage.

A ce titre, il reçoit mandat des membres du groupement pour :

- coordonner l'établissement des dossiers de candidature et les déposer dans les délais et formes prescrits par le dossier de consultation, à partir des pièces remises en temps utile, par les membres du groupement :

- remettre les offres initiales et complémentaires et de manière générale coordonner l'établissement de tous les documents contractuels, notamment, faire signer le marché et les avenants par chacun des membres ;
- transmettre au maître d'ouvrage les demandes d'acceptation et d'agrément des conditions de paiement des sous-traitants émanant de chaque membre.
- assurer les missions de coordination au sein du groupement, portant à la fois sur les missions prévues en phases études et en phases travaux :
  - s'assurer de l'exécution des prestations dans les délais fixés au marché de détection, de récolement et de diagnostic réseaux ;
  - organiser les réunions nécessaires à la coordination des prestations de détection, de récolement et de diagnostic réseaux ;
- transmettre aux membres concernés les ordres de service et toutes instructions, notes, plans, directives, etc., émanant du maître d'ouvrage ou de son représentant ;
- remettre, au maître d'ouvrage, dans les conditions de forme et de délais prévus au marché de détection, de récolement et de diagnostic réseaux, les documents dus au titre de ce marché et s'assurer de leur approbation ;
- réunir, tout ou partie des membres du groupement, sur leur demande ou sur son initiative, chaque fois que nécessaire, pour l'exécution de la mission de Technicien Détection Réseaux ou pour l'examen de questions importantes telles que la proposition, la négociation et la signature d'avenants, la répartition des prestations supplémentaires, le dépassement des délais, la présentation d'un mémoire de réclamation, la défaillance d'un membre du groupement, etc.
- le cas échéant, organiser les négociations et trancher les différends au sein du groupement de Technicien Détection Réseaux ;
- répartir, s'il y a lieu, les primes et pénalités prévues au marché de Technicien Détection Réseaux ;
- le cas échéant, assurer la tenue du compte des dépenses communes ;
- archiver les documents régissant les rapports contractuels entre la maîtrise d'ouvrage et le groupement de Technicien Détection Réseaux.

Les projets de décomptes et les demandes d'acomptes qui sont transmis au maître d'ouvrage après vérification du mandataire, sont revêtus de son visa pour accord et sont accompagnés, le cas échéant, de ses observations et/ou corrections.

- toute communication destinée au maître d'ouvrage est transmise exclusivement par le mandataire (et de façon exceptionnelle, par le membre du groupement concerné lorsque la situation l'exige. A charge pour ce membre du groupement d'en informer préalablement le mandataire et les autres membres).

**Le mandataire est solidaire de chacun des membres du groupement** pour ses obligations contractuelles à l'égard de la personne publique, en ce qui concerne l'exécution du marché.

À ce titre, il prend toutes les mesures utiles afin d'assurer la bonne exécution du marché par son groupement, notamment afin de pallier les manquements d'un ou de plusieurs cotraitants.

Toute défaillance d'un ou de plusieurs cotraitants est imputée à l'ensemble du groupement qui ne peut en aucun cas s'exonérer de ses responsabilités contractuelles, notamment en termes de coût, de qualité d'exécution des missions et de respect des délais.

Le mandataire est l'interlocuteur unique du maître d'ouvrage, il représente l'ensemble des membres du groupement de Technicien Détection Réseaux que vis-à-vis de ce dernier, veille à la bonne exécution des prestations par le groupement, coordonne les prestations et veille à la bonne communication entre les membres du groupement et le maître d'ouvrage.

**Il aura également la responsabilité de la coordination et de la synthèse de chacun des intervenants.**



Il sera responsable envers la maîtrise d'ouvrage de l'exécution des missions qui lui ont été confiées : il sera donc engagé pour la totalité du marché et devra pallier à toute défaillance d'un ou de plusieurs de ses cotraitants.

**Par dérogation à l'article 3.5.4 du CCAG-Pi**, dans le cas particulier où le mandataire du groupement ne se conforme pas à ses obligations, le pouvoir adjudicateur le met en demeure d'y satisfaire. Si cette mise en demeure reste sans effet, le représentant du pouvoir adjudicateur invite les prestataires groupés à désigner, dans un délai de **15 jours**, un autre mandataire parmi les autres membres du groupement. Cette substitution fait l'objet d'une modification de contrat.

Le mandataire défaillant pourra être invité par les autres membres du groupement à céder le solde de ses missions à un autre prestataire ou à un prestataire du groupement, à la condition que celui-ci possède les qualifications requises et sous réserve d'acceptation par le pouvoir adjudicateur.

En l'absence de solution trouvée au sein même du groupement de Technicien Détection Réseaux, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier le marché de détection, de récolement et de diagnostic réseaux pour faute à ses frais et risques.

### 4.3 SOUS-TRAITANTS

Le titulaire peut sous-traiter une partie des prestations prévues au présent marché, sous réserve d'avoir obtenu du Pouvoir Adjudicateur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement de chaque sous-traitant.

La déclaration de sous-traitance est signée par le Pouvoir Adjudicateur ou son représentant, le Technicien Détection Réseaux et le sous-traitant qui concluent le contrat de sous-traitance. Si ce Technicien Détection Réseaux est un cotraitant, la déclaration de sous-traitance est contresignée par le mandataire.

**En cas de sous-traitance partielle de sa mission, le titulaire ne peut faire appel qu'à un autre Technicien Détection agréé.**

En cas de sous-traitance non autorisée, le titulaire encourt la résiliation du marché dans les conditions fixées à l'article 39 du CCAG-Pi.

Il est rappelé, qu'en cas de sous-traitance du marché, le titulaire demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant de celui-ci.

Le titulaire du marché doit avoir en sa possession avant le début de la prestation, puis tous les six mois, les documents obligatoires établis en français attestant de la régularité de sa situation au regard de ses obligations sociales.

**Dans le cas où la demande de sous-traitance intervient au moment de l'offre**, titulaire doit renseigner le document intitulé « Déclaration de sous-traitance » figurant au dossier de consultation des entreprises. **Pour justifier des capacités professionnelles et financières du sous-traitant, le candidat produira les mêmes documents concernant le sous-traitant que ceux qui ont été exigés des candidats dans le règlement de la consultation.**

**Dans le cas où la demande de sous-traitance intervient en cours d'exécution du marché**, l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement doivent être demandés dans les conditions définies à l'article R.2193-3 du CCP.

**Le sous-traitant devra justifier de ses capacités professionnelles et financières, selon les mêmes conditions que celles qui ont été exigées des candidats dans le règlement de la consultation. A défaut, la demande de sous-traitance pourra être refusée.**

Après acceptation d'une sous-traitance de second rang et plus, présentée par le sous-traitant de rang 1 et plus, ces derniers devront fournir, à défaut d'avoir obtenu du maître de l'ouvrage un accord sur une délégation de paiement, dans le délai de 8 jours de l'acceptation, une caution personnelle et solidaire garantissant le paiement de toutes les sommes dues par eux au sous-traitant de second rang et plus ou une délégation de paiement dans les conditions définies à l'article 14 de la loi du 31 décembre 1975. La non-production de cette caution ou de cette délégation emportera, dans les conditions définies à l'article 12 ci-dessous, résiliation du marché.

Les modalités de la cession des droits de propriété intellectuelle d'un sous-traitant au maître de l'ouvrage sont définies à l'article 11 « La cession des droits de propriété intellectuelle dans le cas d'une sous-traitance », ci-après.

Les demandes de paiement du sous-traitant étranger seront libellées en euros.

Le titulaire du marché est tenu de communiquer le contrat de sous-traitance et ses modifications en cours d'exécution éventuelles au maître d'ouvrage lorsque celui-ci en fait la demande.

Par dérogation à l'article 3.6.3 du CCAG-Pi, à défaut de l'avoir produit à l'échéance de 3 jours ouvrés courant à compter de la réception d'une mise en demeure de le faire par le maître d'ouvrage, le titulaire encourt une pénalité égale à 1/1000ème du montant hors taxes du marché (et ne saurait être inférieur à 40 € H.T./par jour de retard) éventuellement modifié par avenant. Cette pénalité s'applique pour chaque jour de retard calendaire.

## ARTICLE 5. DEVOIRS ET OBLIGATIONS DU TECHNICIEN DETECTION RESEAUX

### 5.1 CONDUITE DES PRESTATIONS PAR UNE PERSONNE NOMMEMENT DESIGNEE

Conformément aux dispositions de l'article 3.4.1. du CCAG-Pi, le titulaire désigne dans son offre, nommément, les personnes en charge de l'exécution des prestations.

Si ces personnes ne sont plus en mesure d'accomplir cette tâche, le Technicien Détection Réseaux doit :

- en aviser, sans délai, le Pouvoir Adjudicateur et prendre toutes dispositions nécessaires, afin d'assurer la poursuite de l'exécution des prestations ;
- proposer au Pouvoir Adjudicateur un remplaçant disposant de compétences au moins équivalentes et dont il lui communique le nom, les titres dans un délai d'un mois à compter de la date d'envoi de l'avis mentionné à l'alinéa précédent.

**Le remplaçant proposé par le titulaire est considéré comme accepté par le Pouvoir Adjudicateur, si celui-ci ne le récusé pas dans le délai de 15 jours courant à compter de la réception de la communication mentionnée à l'alinéa précédent.**

**Si le Pouvoir Adjudicateur récusé le remplaçant, le titulaire dispose de 30 jours pour proposer un autre remplaçant.**

La décision de récusation prise par le Pouvoir Adjudicateur est motivée.

À défaut de proposition de remplaçant par le titulaire ou en cas de récusation des remplaçants par le Pouvoir Adjudicateur, le marché peut être résilié dans les conditions prévues à l'article 36 du CCAG-Pi.

En conséquence, les articles du CCAG-Pi, relatifs à la résiliation aux torts du titulaire (Art. 39) et les autres cas de résiliation (Articles 37, 38, 40) s'appliquent dès lors qu'un seul des cotraitants du groupement se trouve dans une des situations prévues à ces articles.

## 5.2 ABSENCE DE CONFLIT D'INTERET

Le titulaire assure les missions qui lui sont confiées de manière indépendante, impartiale et objective.

À ce titre, l'ensemble des membres du groupement s'engage à ne pas se trouver et à se prémunir contre toute situation d'interférence entre un intérêt public et des intérêts publics ou privés qui seraient de nature à compromettre ou à paraître compromettre l'exercice impartial et objectif de ses missions, notamment lorsque l'égalité de traitement d'un candidat / soumissionnaire / demandeur à l'occasion de l'exécution de marchés publics est compromise pour des motifs familiaux, affectifs, d'affinité politique ou nationale, d'intérêt économique ou pour tout autre motif de communauté d'intérêt.

Si l'un ou plusieurs membres du groupement se trouve dans une situation présentant un risque de conflit d'intérêts, il doit le préciser au Pouvoir Adjudicateur et lui présenter les éléments de preuve susceptibles d'écarter toute suspicion de conflit d'intérêts.

Le Pouvoir Adjudicateur examinera, compte tenu des circonstances spécifiques du marché concerné et des éléments de preuve remis, de la nécessité de la mise en œuvre de mesures adéquates. Ces mesures vont de l'injonction de neutraliser cette situation et/ou de l'injonction d'y mettre un terme jusqu'à la résiliation pour faute du marché.

## 5.3 OBLIGATION DE SECRET

Le titulaire est tenu au secret professionnel pour tout ce qui a trait aux renseignements et documents recueillis au cours de la mission y compris ceux n'étant pas signalés comme présentant un caractère confidentiel, **par dérogation à l'article 5.1.1 du CCAG-Pi**.

Ces renseignements ou documents ne peuvent, sans autorisation, être communiqués à d'autres personnes que celles qui ont qualité pour en connaître.

Cet accord engage le titulaire, qui sera tenu au secret professionnel et à l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les faits, informations, études et décisions dont il aura connaissance au cours de l'exécution de sa mission.

Il s'interdira, notamment, toute communication écrite ou verbale sur ce sujet, ainsi que toute remise de document relatif à la mission à des tiers sans accord préalable le Pouvoir Adjudicateur ou de son représentant.

Par ailleurs, il s'interdira toute publication partielle ou totale de tous documents et informations dont il aura eu connaissance dans le cadre de la mission définie ci-dessus.

Les méthodes et le savoir-faire du maître d'œuvre étant compris dans l'objet du marché, le Pouvoir Adjudicateur ou son représentant n'est pas tenu de les garder confidentiels.

Les opérations de communication éventuelles telles que communiqués de presse, articles publicitaires ou rédactionnels, conférences seront soumises à l'accord des deux parties.

Le titulaire, pour l'exécution de la présente clause, répond des salariés comme de lui-même.

## 5.4 DEVOIR DE CONSEIL

Le titulaire est tenu de se comporter en conseiller loyal du maître d'ouvrage et s'oblige à faire preuve du soin et de la diligence appropriée dans l'accomplissement des prestations faisant l'objet du marché conformément aux règles de l'art de la profession.

À ce titre, le titulaire signale au maître d'ouvrage tous les éléments qui lui paraîtraient de nature à compromettre la bonne exécution des prestations.

## 5.5 PRESTATIONS SIMILAIRES

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de confier ultérieurement au titulaire, en application de l'article R.2122-7 du Code de la Commande Publique, un ou plusieurs nouveaux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires. L'objet de ces nouveaux marchés ne peut concerner que la stricte répétition de prestations décrites dans les documents du présent marché et se rapportant à la même opération de construction, en conformité avec le projet de base.

La durée pendant laquelle les nouveaux marchés publics peuvent être conclus ne peut dépasser trois ans à compter de la notification du présent marché.

# ARTICLE 6. MODALITÉS D'EXÉCUTION DU MARCHÉ

## 6.1 DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Le Titulaire déclare prendre en charge les prestations du marché en toute connaissance de cause.

Pendant toute la durée du contrat, le Titulaire est seul responsable de toutes les conséquences découlant de l'exécution du contrat, du fait des méthodes employées, du fait de son personnel et de l'usage du matériel. Il garantit le Pouvoir Adjudicateur contre tout recours.

Le titulaire est tenu de notifier au Pouvoir Adjudicateur les modifications survenant au cours de l'exécution du marché et qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- A la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- A sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- A son adresse ou à son siège social ;
- Aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement ;
- Et de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché.

**Par dérogation à l'article 3.4.2 du CCAG-Pi**, le titulaire devra transmettre les informations indiquées plus haut dans un délai de 15 jours à compter de la survenance de la modification.

## 6.2 FORME DES NOTIFICATIONS ET COMMUNICATIONS

En complément de l'article 3.1 du CCAG-Pi, la notification d'une décision ou communication du Pouvoir Adjudicateur peut se faire par courrier électronique.

En cas de demande effectuée par courrier électronique, la date et l'heure figurant sur le récépissé d'envoi du Pouvoir Adjudicateur ou de son représentant fait foi en ce qui concerne le point de départ du délai.

## 6.3 INFORMATIONS RECIPROQUES DES CO-CONTRACTANTS

### 6.3.1 INFORMATIONS DONNEES PAR LE POUVOIR ADJUDICATEUR AU TECHNICIEN DETECTION RESEAUX PENDANT L'EXECUTION DU MARCHÉ

Le Pouvoir Adjudicateur ou son représentant communique au titulaire toutes les informations et pièces dont il est destinataire et dont la connaissance est utile au titulaire pour l'exécution de son marché. Il s'agit notamment :

- De toute communication émanant des autorités ou services instruisant les dossiers de demandes d'autorisation ou d'agrément, en particulier, toute observation et toute demande de pièce complémentaire ;
- De toute observation ou de tout document adressé directement au Pouvoir Adjudicateur ou à son représentant par les autres intervenants.

### 6.3.2 INFORMATIONS DONNEES PAR LE TECHNICIEN DETECTION RESEAUX AU POUVOIR ADJUDICATEUR OU A SON REPRESENTANT

Le titulaire communique au Pouvoir Adjudicateur ou à son représentant toutes les informations ou pièces dont il serait seul destinataire et dont la connaissance est utile au maître d'ouvrage.

## 6.4 PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET CONDITIONS DE TRAVAIL

Conformément à l'article 6 du CCAG-Pi, le titulaire assure le rôle qui lui est imparti par la réglementation en vigueur en matière de protection de la main d'œuvre, d'hygiène, de conditions de travail et de sécurité sur le chantier.

### 6.4.1 APPLICATION DES PRINCIPES GENERAUX DE PREVENTION

Afin d'assurer la sécurité et de protéger la santé de toutes les personnes qui interviennent sur un chantier de bâtiment ou de génie civil, au même titre que le Maître d'Ouvrage et le coordonnateur, le Technicien Détection Réseaux doit, pendant la réalisation de l'ouvrage, appliquer les principes généraux de prévention, et se conformer, si nécessaire, aux observations du CSPS.

### 6.4.2 COLLABORATION DANS LA PHASE DES ETUDES

Le titulaire est tenu à un devoir de collaboration avec la Maîtrise d'œuvre, si cela s'avère nécessaire, afin de préciser certaines méthodologies à mettre en place, certains process constructifs, certains choix de matériaux, etc.

## 6.5 PRESENTATION ET APPROBATION DES PRESTATIONS DE DETECTION, DE RECOLEMENT ET DE DIAGNOSTIC RESEAUX

### a) Conditions de présentation des prestations par le titulaire :

- Présentation des documents : le délai de réalisation de l'élément de mission sur lequel s'engage le titulaire et le point de départ du délai d'établissement du document concerné sont indiqués dans l'acte d'engagement.
- Format et support choisis pour la remise des livrables.

Le titulaire devra remettre au Pouvoir Adjudicateur des livrables selon les mentions prévues par l'Acte d'Engagement.

En cas de difficulté de récupération ou détection de virus, le titulaire devra prendre toutes les mesures nécessaires pour transmettre au Pouvoir Adjudicateur, l'ensemble de ces documents soit par la voie électronique, soit sur un support physique électronique lisible et sain dans un délai de cinq (5) jours.

En cas de retard dans la transmission de ce support, le Pouvoir Adjudicateur se réserve, s'il y a lieu, l'application de pénalités de retard pour les éléments attendus. Il appartiendra au titulaire de s'assurer que la transmission de ces documents sous la forme dématérialisée a bien été effectuée auprès des intéressés.

#### **6.5.1 DELAIS D'APPROBATION DES DOCUMENTS PAR LE POUVOIR ADJUDICATEUR**

Le maître d'ouvrage ou son représentant procèdera à l'approbation des documents remis par le titulaire dans un délai maximal de **deux mois**, pour chaque élément de mission, à compter de la date de remise de ces documents au maître d'ouvrage ou son représentant, conformément à l'article 28.2 du CCAG-Pi.

**Par dérogation à l'article 28.5 du CCAG-Pi**, le maître d'ouvrage n'a pas à aviser le titulaire des jours et heures de la vérification des documents remis pour acceptation.

**Par dérogation à l'article 28.2 du CCAG-Pi**, l'absence de réponse sous 2 mois du maître d'ouvrage ou de son représentant ne vaut pas acceptation des documents.

**Par ailleurs, l'admission un document ne vaut pas autorisation de commencer les autres missions.**

L'exécution de l'élément suivant commence à compter de la date figurant sur l'ordre de service prescrivant au titulaire de réaliser l'élément d'étude et ou le document concerné.

### **6.6 ORDRES DE SERVICE DELIVRES PAR LE POUVOIR ADJUDICATEUR**

Les décisions du Pouvoir Adjudicateur prennent la forme d'un ordre de service qui est un document écrit devant être notifié au titulaire.

L'ordre de service est écrit, daté, numéroté. En complément de ces conditions fixées par l'article 3.8 du CCAG-Pi, l'ordre de service est signé.

#### **6.6.1 FORME DE LA NOTIFICATION**

L'ordre de service est remis au titulaire contre récépissé, ou adressé par lettre recommandée avec accusé de réception ou par courrier électronique.

En cas de notification effectuée par courrier électronique, la date et l'heure figurant sur le récépissé d'envoi du Pouvoir Adjudicateur ou de son représentant fait foi en ce qui concerne la date de notification.

#### **6.6.2 EFFETS D'UN ORDRE DE SERVICE – POSSIBILITE POUR LE TITULAIRE D'EMETTRE DES RESERVES**

Il sera fait application des dispositions de l'article 3.8 du CCAG-Pi.

Toutefois, lorsqu'un ordre de service prescrivant des prestations supplémentaires ou modificatives est notifié au titulaire alors que le montant cumulé des ordres de service pour ce type de prestations a atteint 10% du montant hors taxes du marché, le titulaire est tenu d'exécuter les prestations dans l'attente de la formalisation par voie d'avenants.

### 6.6.3 MODIFICATIONS AU CONTRAT NEGOCIE AVEC LE POUVOIR ADJUDICATEUR

Toute modification des dispositions contractuelles fait l'objet d'une modification de contrat pour tenir compte notamment :

- Des conséquences sur le marché de détection, de récolement et de diagnostic réseaux, de l'évolution du programme et de l'enveloppe financière prévisionnelle, conformément aux dispositions aux dispositions L.2421-5 du CCP ;
- Des modifications éventuelles dans le contenu ou la complexité des prestations de de détection, de récolement et de diagnostic réseaux résultant des modifications de programme ou de prestations décidées par le Pouvoir Adjudicateur, conformément à l'article L.2432-2 du CCP ;
- Des aléas non imputables au titulaire ;
- Des modifications de phasage ou des délais de réalisation des études ou des travaux.

## 6.7 ACHEVEMENT DE LA MISSION DE DETECTION, DE RECOLEMENT ET DE DIAGNOSTIC RESEAUX

La durée du marché court de la notification du marché **jusqu'à l'admission de l'ensemble des prestations.**

L'achèvement de la mission fera l'objet d'une décision établie sur demande du titulaire, par le maître de l'ouvrage, dans les conditions de l'article 29 du CCAG-Pi et constatant que le titulaire a rempli toutes ses obligations.

## 6.8 ARRET DES PRESTATIONS

En complément des cas de résiliations prévues par les articles 36 à 42 du CCAG-Pi, le Pouvoir Adjudicateur pourra décider d'arrêter, au terme de chacune des missions prévues au présent marché (chaque mission est identifiée dans les pièces financières du marché), soit de sa propre initiative, soit à la demande du titulaire, l'exécution des prestations.

La décision d'arrêter l'exécution des prestations ne donne lieu à aucune indemnité.

Le titulaire établira le solde du compte des prestations concernées à la date d'arrêt de la prestation.

L'arrêt de l'étude au terme d'un élément de mission entraîne la résiliation du marché. La résiliation n'ouvre droit pour le titulaire à aucune indemnité.

## 6.9 SUSPENSION DE LA MISSION

La suspension de la mission peut être demandée par le Pouvoir Adjudicateur ou par son représentant. Elle peut également être constatée par le titulaire si, du fait d'événements extérieurs, mettant en cause le déroulement de l'opération et ne relevant ni de son fait, ni de la force majeure, sa mission ne peut se poursuivre dans les conditions du présent marché. La suspension est notifiée à l'autre partie par celle qui la demande où la constate.

Sauf accord entre les parties, à défaut de reprise de la mission, pour quelque cause que ce soit, dans un délai de **90 jours** suivant la réception de la notification de la suspension, le contrat pourra être résilié du fait de l'une ou de l'autre partie dans les conditions prévues au CCAG-Pi.



Lorsque le versement d'un acompte n'intervient pas dans un délai de cinq mois à compter du point de départ du délai de paiement, et que celui-ci n'est pas motivé par le maître d'ouvrage, alors le titulaire peut notifier au maître d'ouvrage son intention d'interrompre les prestations au terme d'un délai de trente jours.

## ARTICLE 7. RÉMUNÉRATION DU TITULAIRE

### 7.1 CHOIX DE L'UNITÉ MONÉTAIRE DE RÈGLEMENT

L'unité monétaire de compte et de règlement du présent marché est l'Euro.

Le prix libellé en euro restera inchangé en cas de variation du taux de change.

### 7.2 ÉTABLISSEMENT DU PRIX DU TITULAIRE

Le montant proposé par le titulaire est établi en tenant compte des éléments portés à sa connaissance :

- Contenu de la mission fixée par le CCTP et les assurances à souscrire,
- Partie affectée aux analyses des études.
- Éléments de complexité liés aux contraintes du contexte local et à l'insertion du projet dans l'environnement, à la nature et à la spécificité du projet et résultant des exigences contractuelles,
- Délais de réalisation des missions confiées au titulaire et délai de leur approbation par le Pouvoir Adjudicateur,

Le prix du marché inclut la rémunération forfaitaire du titulaire au titre de la cession des droits de propriété intellectuelle.

Les prix sont donc réputés complets, comprenant tous les frais engagés par le Titulaire pour l'exécution du marché (taxes, impôts, recherche documentaire, frais de secrétariat et de correspondance y compris télécommunications, entretien téléphonique de présentation des livrables, **frais de déplacement et de séjour, ...**).

Le titulaire reconnaît avoir été suffisamment informé des conséquences directes ou indirectes de ces circonstances et a élaboré ses prix en connaissance de cause.

En complément de l'article 10.1.3 du CCAG-Pi, les précisions suivantes sont apportées en matière de contenu des prix :

- En cas de cotraitance, le prix du mandataire est réputé comprendre outre les dépenses afférentes à la représentation par le mandataire de l'ensemble des membres du groupement vis à vis du maître d'ouvrage, au contrôle et à la coordination des prestations des membres du groupement, la marge pour défaillance éventuelle des cotraitants chargés de l'exécution d'une partie des prestations.
- En cas de sous-traitance, les prix du marché sont réputés couvrir les frais de coordination et de contrôle par le titulaire des prestations exécutées par son sous-traitant, ainsi que les conséquences de sa défaillance.

Le forfait de rémunération est exclusif de tout autre émolument au remboursement de frais au titre de la même mission. Le titulaire s'engage à ne percevoir aucune autre rémunération dans le cadre de la réalisation de l'opération.



Le montant de la rémunération est calculé en appliquant le taux TVA en vigueur lors de l'établissement des pièces de mandatement dans le Département de la Réunion.

### 7.3 MODIFICATIONS PREVUES DANS LE CADRE DE CLAUSES DE REEXAMEN

En application de l'article R. 2194-1 du code de la commande publique, la rémunération du titulaire fait l'objet de clauses de réexamen permettant, quel que soit le montant des modifications pour ce qui relève de :

La révision des prix du marché dans les conditions définies à l'article ci-dessous.

### 7.4 MODALITES DE REVISION

#### 7.4.1 MOIS D'ETABLISSEMENT DU PRIX DU MARCHÉ

Le prix du présent marché est réputé établi sur la base des conditions économiques en vigueur au mois (mois mO) de remise des offres.

#### 7.4.2 REVISION DU PRIX DU MARCHÉ

Par dérogation à l'article 10.1.1 du CCAG-Pi, les prix seront révisibles mensuellement dans les conditions définies ci-après.

La révision est effectuée par application au prix du marché d'un coefficient C de révision, donnée par la formule :

$$C = 0,15 + \frac{0,85 \times I_n}{I_o}$$

Dans laquelle  $I_o$  et  $I_n$  sont les valeurs prises par l'**index Ingénierie (ING)** respectivement au mois mO (mois de remise des plis) et au mois « n » (mois de révision).

Ce mois « n » est déterminé en fonction de l'admission de la prestation.

**En cas de modifications du contrat**, les prix sont établis aux conditions économiques en vigueur au mois d'établissement de la modification. La clause de révision ci-dessus s'appliquera avec un mois  $M_o$  correspondant au mois de signature de la modification de contrat par le titulaire du marché.

**Si les prestations ci-dessus ne sont pas achevées à l'expiration du délai d'exécution fixé par le marché, la révision du prix ne se poursuit pas au-delà de la date limite de réalisation contractuelle des prestations.**

Lorsque la valeur finale de l'index n'est pas connue au moment du paiement, le maître d'ouvrage doit procéder au paiement provisoire sur la base de la valeur révisée en fonction de la dernière situation économique connue.

Le maître d'ouvrage procédera à la révision définitive :

- Dès que l'index sera publié ;
- En fin de marché ou en fin de chaque année si l'exécution du marché s'échelonne sur plusieurs années.

Les coefficients de révision seront arrondis au millième supérieur.

## 7.5 TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché sont exprimés hors TVA.

### ARTICLE 8. PÉNALITÉS

Les dispositions du présent article **dérogent à celles de l'article 16 du CCAG-Pi**.

Les pénalités pour retard commencent à courir, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure.

**Par dérogation aux dispositions de l'article 16.2.4**, lorsque le maître d'ouvrage envisage d'appliquer une pénalité de retard, il n'est pas tenu d'inviter par écrit le titulaire à présenter ses observations dans un délai déterminé.

Les pénalités pour retard commencent à courir le lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré et il ne sera pas tenu compte du jour de la réalisation effective de la prestation attendue.

Les pénalités ne s'appliqueront pas aux cas de force majeure ou dans les cas dûment motivés et acceptés par le Pouvoir Adjudicateur ou son représentant ou lorsque le retard est imputable au Pouvoir Adjudicateur ou à son représentant.

L'application de ces pénalités ne fait pas obstacle, le cas échéant, à la mise en œuvre de la résiliation du marché.

Dans le cas de résiliation du marché, les pénalités de retard sont éventuellement appliquées jusqu'à la veille incluse du jour de la date d'effet de la résiliation.

L'application des pénalités prévues au présent article pourra être cumulative.

**Par dérogation à l'article 16.2.1 du CCAG-Pi**, aucune exonération de pénalité ne sera appliquée.

**Par dérogation à l'article 16.2.2 du CCAG-Pi**, les pénalités seront plafonnées à **30%** du montant du marché (partie forfaitaire et maximum de la partie à prix unitaires).

## 8.1 PENALITES EN CAS DE RETARD DANS LA PRESENTATION DES DOCUMENTS

**Par dérogation aux articles 16.2.3 et 16.2.1 du CCAG-Pi**, en cas de retard du titulaire dans la présentation des documents, dont les délais sont fixés à l'acte d'engagement, le titulaire encourt des pénalités dont le montant par **jour calendaire** de retard est fixé à :

Montant des pénalités	Prestations concernées
100 € par jour de retard	Diagnostics et identification des réseaux
100 € par jour de retard	Passage caméra
200 € par jour de retard	Plan de récolement
100 € par jour de retard	Synthèse diagnostic

## 8.2 ABSENCE INJUSTIFIÉE

En cas d'absence non dûment justifié du titulaire à une réunion prévue, ce dernier subira, sur ses créances, une pénalité dont le montant sera égal à **200€ par absence constatée**.

## 8.3 REMPLACEMENT DES MEMBRES DU GROUPEMENT

La non-information au pouvoir adjudicateur en cas de remplacement de personnes physiques mentionnées dans le cadre de l'offre et pendant l'exécution du contrat expose celui-ci à l'application d'une **pénalité de 500 € par manquement**.

## 8.4 AUTRES MANQUEMENTS

Tout autre manquement dûment constaté, aux dispositions du CCAP et/ou du CCTP et/ou note méthodologique (sauf pour les manquements pour lesquels une pénalité a été prévue) : **200 €** par constat + **100 €** par jour jusqu'à l'arrêt du manquement.

# ARTICLE 9. RÈGLEMENT DES COMPTES DU TECHNICIEN DETECTION RESEAUX

## 9.1 LES AVANCES

Le montant de l'avance est déterminé par application de l'article R.2191-7 du Code de la commande publique.

Une avance est accordée **au titulaire sur la partie forfaitaire**, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement. Cette avance est versée à réception de la demande faite par le titulaire du marché au pouvoir adjudicateur sans demande de garantie à première demande.

Une avance de 5 % est accordée au titulaire du marché. Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65 % du montant initial du marché. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

Le titulaire peut renoncer à l'avance et l'indiquer à l'article 5 de l'AE.

L'avance n'est ni révisable ni actualisable en conformité avec l'article R 2191-9 du Code de la Commande Publique.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

## 9.2 FACTURATION

Le titulaire envoie à la SPL GRAND-OUEST son projet de facture **uniquement** sous format dématérialisé sur le portail Chorus Pro à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr/>

L'Euro est l'unité monétaire de compte et l'unité monétaire de paiement.

Ces dispositions s'appliquent également au(x) sous-traitant(s).

**Les factures sont libellées à l'ordre de la SPL GRAND-OUEST.**  
**N° SIRET : 915 123 699 000 18**

Sa facturation sera établie selon le modèle défini par le Maître d'ouvrage, en y indiquant successivement :

- Les références du marché ;
- Le montant des prestations réalisées, établi conformément aux stipulations du marché, hors TVA et, le cas échéant, diminué des réfections le cas échéant ou le montant des prestations correspondant à la période en cause ;
- La décomposition des prix forfaitaires ;
- La décomposition des prix unitaires le cas échéant ;
- La date de réalisation ;
- En cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant les variations de prix établies HT et TTC ;
- En cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;
- L'application de la révision de prix ;
- Le cas échéant, les indemnités, primes et retenues ;
- Les pénalités éventuelles pour retard ;
- Le montant de la TVA ;
- Le montant TTC ;
- Le code opération.

Le Maître d'Ouvrage ou son représentant dispose de **30 jours** pour faire connaître, par écrit, au titulaire les modifications éventuelles qui ont conduit au décompte retenu par lui. Le titulaire dispose ensuite de **10 jours** pour faire connaître ses observations, mais le litige ne doit conduire à aucun retard dans le paiement de l'acompte du mois "m".

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de compléter ou de rectifier les demandes de paiement d'acompte qui comporteraient des erreurs ou seraient incomplètes. Dans ce cas, il doit notifier au titulaire la demande de paiement rectifiée.

**Le titulaire transmettra sa facturation** selon l'échéancier ci-dessous :

Eléments de mission	Exigibilité de l'acompte
<b>MISSION DE BASE</b>	
Diagnostic et identification des réseaux	70% à la remise du rapport / 30% à la validation du maître d'ouvrage
Passage caméra	70% à la remise du rapport / 30% à la validation du maître d'ouvrage
Plan de récolement	70% à la remise du rapport / 30% à la validation du maître d'ouvrage
Synthèse du diagnostic	70% à la remise du rapport / 30% à la validation du maître d'ouvrage

Pour la partie unitaire, le titulaire transmettra sa facturation une fois chaque bon de commande validé par le Maître d'ouvrage.

### 9.3 LE PROJET DE DECOMPTE GENERAL DU MARCHE DE DETECTION, DE RECOLEMENT ET DE DIAGNOSTIC RESEAUX

Le projet de décompte général du marché de détection, de récolement et de diagnostic réseaux, établi par le titulaire sur un modèle défini par le maître d'ouvrage, vérifié et signé par le maître d'ouvrage ou son représentant, est égal à la somme factures réglées et du solde. Il doit correspondre au montant des sommes dues au titre de l'exécution du marché.

Ce projet de décompte général est à présenter par le titulaire **dans un délai de trente jours** à compter de l'achèvement de sa mission ou 30 jours à compter de la publication du dernier index nécessaire au calcul de la variation de prix.

#### Décompte final

Le décompte final définissant la rémunération en prix de base, hors TVA, due au titre du marché pour l'exécution de l'ensemble de la mission, établi par le représentant du maître de l'ouvrage, comprend :

1. Le forfait de rémunération figurant au projet de décompte final établi par le titulaire
2. Les pénalités éventuelles susceptibles d'être appliquées au titulaire conformément aux dispositions du présent CCAP.

#### Décompte général – État du solde

Après achèvement de la mission, il sera établi un décompte général fixant le montant total des sommes dues au titulaire au titre de son marché.

Le représentant du maître de l'ouvrage établit le décompte général dans un délai maximum de **30 jours ouvrés à compter de la date de réception par le maître d'ouvrage du décompte final validé transmis par le titulaire.**

Le décompte général comprend :

1. Le décompte final ci-dessus,
2. La récapitulation du montant des acomptes arrêtés par le représentant du maître de l'ouvrage,
3. Le montant en prix de base, hors TVA, du solde. Ce montant est la différence entre le décompte final et le dernier décompte périodique ( $3^{\circ} = 1^{\circ} - 2^{\circ}$ ),
4. L'incidence de la TVA,
5. L'incidence de la variation des prix appliquée sur le montant du solde ( $3^{\circ}$ ),
6. L'état du solde à verser au maître d'œuvre (montant du solde + TVA + incidence de la révision),
7. La récapitulation des acomptes versés ainsi que du solde à verser ; cette récapitulation constitue le montant du décompte général,
8. Le montant des intérêts moratoires éventuellement versés.

Le représentant du maître de l'ouvrage notifie au titulaire le décompte général et l'état du solde.

Le décompte général et définitif du marché, établi et signé par le Maître de l'Ouvrage ou son représentant, est :

- Soit le décompte général revêtu de la signature du Maître de l'Ouvrage ou son représentant puis, après notification, de celle-ci sans réserve du maître d'œuvre,
- Soit le décompte général revêtu de la signature du Maître de l'Ouvrage ou son représentant, augmenté du montant de l'éventuelle indemnité accordée au Technicien Détection Réseaux à la suite d'un litige et accepté sans réserve par celui-ci,

- Soit le décompte général revêtu de la signature du Maître de l'Ouvrage ou son représentant, notifié au titulaire, et resté sans réponse pendant un délai de 30 jours.

#### 9.4 DELAIS DE PAIEMENT

Les paiements interviendront par virement bancaire dans un délai de trente (30) jours à compter de la réception de la facture par la SPL GRAND-OUEST.

Il sera fait application des articles R.2192-10 à R.2192-36 du CCP.

Le marché sera financé par la Commune de Le Port et pourra faire l'objet de cofinancement par des organismes tiers.

Règlement en cas de cotraitants ou de sous-traitants payés directement : Il sera effectué conformément aux dispositions de l'article 12 du CCAG-Pi.

En cas de cotraitance, seul le mandataire du groupement de Technicien Détection Réseaux est habilité à présenter les décomptes périodiques et le projet de décompte général et à accepter le décompte général.

Le mandataire du groupement indique dans chaque demande de paiement qu'il transmet au Pouvoir Adjudicateur, la répartition des paiements pour chacun des cotraitants. L'acceptation d'un règlement à chacun des cotraitants solidaires ne saurait remettre en cause la solidarité des cotraitants.

### ARTICLE 10. ASSURANCES

#### 10.1 RESPONSABILITE CIVILE PROFESSIONNELLE

Le titulaire (contractant unique ou chaque contractant) et les sous-traitants éventuels assument l'ensemble de leurs responsabilités professionnelles encourues du fait de tous dommages corporels, matériels ou immatériels. Ils assument en particulier celles qui découlent des articles 1792, 1792-2, 1792-3 et 2270 du code civil dans les limites de la mission qui lui sont confiée. Ils sont assurés contre les conséquences pécuniaires de ces responsabilités par le contrat d'assurance adapté.

Ce contrat d'assurance est conforme à l'obligation d'assurance prévue par l'article L 241-1 du code des assurances ainsi qu'aux clauses types énoncées à l'annexe 1 de l'article A 243-1 du même code.

Le titulaire et les sous-traitants éventuels doivent justifier au moyen d'une attestation portant mention de l'étendue de la garantie avant la notification du marché, puis en cours d'exécution de ses prestations qu'il est titulaire d'une assurance de responsabilité civile contractée auprès d'une compagnie d'assurance de solvabilité notoire, couvrant les conséquences pécuniaires des responsabilités pouvant lui incombent à quelque titre que ce soit, y compris du fait de ses sous-traitants ou cotraitants si le titulaire est mandataire du groupement, à raison des dommages de toute nature causés au tiers, y compris la maîtrise d'ouvrage. Cette garantie sera maintenue en vigueur pendant toute la durée du contrat.

Le contrat devra comporter des montants de garanties suffisants quant au risque et à son environnement qui devront être adaptées à l'opération.

Les polices d'assurances devront prévoir des montants de garantie suffisants pour la couverture des risques encourus et inclure les conséquences de toute solidarité.

## 10.2 RESPONSABILITE CIVILE DECENNALE

Sans objet.

## 10.3 JUSTIFICATIFS DES POLICES D'ASSURANCE

Le titulaire s'engage à obtenir de ses sous-traitants la justification de souscriptions d'assurances garantissant leurs responsabilités dans les mêmes conditions que celles précisées ci-dessus.

Le titulaire s'engage à maintenir les assurances requises en état de validité pour la durée de ses responsabilités.

Par dérogation à l'article 9.1.3 du CCAG-Pi, le titulaire devra fournir, **avant notification de son marché**, une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations, cette attestation devra porter la mention de l'étendue de la garantie.

Il devra également, sur demande du maître d'ouvrage, fournir une attestation semblable à l'appui de son projet de décompte final.

À tout moment durant l'exécution de la prestation, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du représentant du Pouvoir Adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande. En cas de refus du titulaire de fournir cette attestation, le maître d'ouvrage se réserve la possibilité d'appliquer, sans mise en demeure, une pénalité de 150€ par jour de retard, **par dérogation à l'article 16 du CCAG-MOE**.

Il devra, s'il y a lieu, souscrire une police complémentaire si le maître d'ouvrage, compte tenu des risques particuliers de l'opération, estime que la garantie est insuffisante. Le maître d'ouvrage en avertit le titulaire par ordre de service dans le mois de la notification du présent marché, au plus tard.

## 10.4 ASSURANCES DU MAÎTRE D'OUVRAGE

### 10.4.1 ASSURANCE TOUS RISQUES CHANTIER

Le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de souscrire une police tous risques chantier.

### 10.4.2 ASSURANCE DOMMAGES – OUVRAGE

Le maître d'ouvrage se réserve le droit de souscrire une police dommages ouvrage.

## 10.5 DISPOSITIONS DIVERSES

### 10.5.1 ABSENCE OU INSUFFISANCE DE GARANTIE DU TITULAIRE

Le titulaire supportera toute surprime éventuelle due à une absence ou insuffisance de garantie.

### 10.5.2 INCIDENCE DES POLICES SOUSCRITES PAR LE MAÎTRE D'OUVRAGE

La souscription par le maître d'ouvrage de l'ensemble des polices mentionnées ci-dessus est sans incidence sur les risques et responsabilités assumés par le titulaire et s'il y a lieu ses cotraitants et découlant des lois, règlements, normes et obligations contractuelles.

Les garanties souscrites par le maître d'ouvrage n'apportent à cet égard aucune modification et le titulaire et s'il y a lieu ses cotraitants renonce(nt) à exercer tous recours contre le maître d'ouvrage eu égard notamment au contenu et au fonctionnement de cette (ces) police(s).



Ainsi en ce qui concerne les risques qui n'entreraient pas dans les garanties limitativement énumérées ci-avant, l'attention du titulaire et s'il y a lieu de ses cotraitants est attirée sur la nécessité de maintenir les divers contrats d'assurance s'y rapportant, ainsi que les montants de garanties supérieurs qu'ils pourraient considérer comme nécessaires.

Ils s'engagent en outre à répercuter l'ensemble de leurs obligations d'assurance à leurs sous-traitants.

### **10.5.3 DOCUMENTS A PRODUIRE TOUS LES SIX MOIS JUSQU'A LA FIN DE L'EXECUTION DU MARCHE**

Conformément à l'article D. 8222-5 du Code du Travail, le titulaire devra fournir à la la SPL GRAND OUEST, tous les six (6) mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents suivants :

- Une attestation de fourniture de déclarations sociales émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions incombant au cocon – tractant de l'administration et datant de moins de six mois ;
- Une attestation sur l'honneur du dépôt auprès de l'administration fiscale, à la date de l'attestation, de l'ensemble des déclarations fiscales obligatoires ;
- Lorsque le cocontractant emploie des salariés, une attestation sur l'honneur de la réalisation du travail par des salariés employés régulièrement au regard des articles L. 1221-10, L. 3243-2 et R. 3243-1 du code du travail.

En cas de non remise des documents susmentionnés par le titulaire et après mise en demeure notifiée par écrit, restée infructueuse, le marché peut être résilié aux torts du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité.

## **ARTICLE 11. PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE**

### **11.1 UTILISATION DES CONNAISSANCES ANTERIEURES**

Les connaissances antérieures sont définies à l'article 33 du CCAG-Pi. Leur régime d'utilisation correspond à une concession à titre non exclusif par le Technicien Détection Réseaux au maître d'ouvrage, dans les conditions fixées par l'article 33 du CCAG-Pi.

Toute modification, adaptation ou traduction projetée sur les connaissances antérieures concédées fait l'objet d'un accord préalable du Technicien Détection Réseaux et le cas échéant, d'une convention spécifique.

### **11.2 UTILISATION DES RESULTATS**

Les résultats sont définis au chapitre 6 du CCAG-Pi. Le régime des droits d'utilisation sur les résultats correspond à une concession à titre non exclusif par le maître d'œuvre au maître d'ouvrage, dans les conditions fixées par l'article 35 du CCAG-Pi. Par conséquent, le titulaire peut utiliser les résultats pour ses propres besoins, y compris commercialement.

### **11.3 RESULTATS PROTEGES PAR UN DROIT DE PROPRIETE LITTERAIRE ET ARTISTIQUE**

Pour les besoins découlant de l'objet, le maître d'œuvre concède, à titre non exclusif, au maître d'ouvrage ses droits patrimoniaux, composés des droits de reproduction et de représentation définis aux articles 35 du CCAG-Pi. L'exercice des droits patrimoniaux s'exerce dans le respect des droits moraux du maître d'œuvre.

Le droit de reproduction est limité à la réalisation unique du ou des ouvrages objets du marché.



Cette concession des droits couvre les résultats à compter de leur livraison et sous condition résolutoire de l'admission des prestations, dans le monde entier et pour la durée légale des droits d'auteur ou des droits voisins du droit d'auteur.

Le prix de la concession est intégré au forfait provisoire de rémunération.

#### **11.4 EXPLOITATION COMMERCIALE DES RESULTATS**

Conformément à l'article 35 du CCAG-Pi, le droit d'utiliser les résultats ne couvre pas les exploitations commerciales des résultats par le maître d'ouvrage.

Dans le cas où le maître d'ouvrage souhaiterait exploiter commercialement les résultats du marché, il sollicite l'accord du Technicien Détection Réseaux afin d'établir une convention définissant les modalités de cette exploitation, incluant au minimum :

- la durée de l'exploitation ;
- les finalités de l'exploitation commerciale ;
- les supports de reproduction ;
- le montant et les modalités de calcul de la redevance ;
- les modalités de contrôle des versements effectués.

Un contrat de cession de droits est passé entre le titulaire et le maître d'ouvrage en application des dispositions de l'article R. 2122-3-3° du code de la commande publique.

#### **ARTICLE 12. RÉSILIATION**

Les modalités de résiliation du marché sont celles prévues aux articles 36 à 40 du CCAG-Pi avec les précisions suivantes.

Si le maître d'ouvrage décide de la cessation définitive de la mission du titulaire sans que ce dernier ait manqué à ses obligations contractuelles, sa décision est notifiée conformément à l'article 37 du CCAG-Pi et la fraction de la mission ou de l'élément de mission déjà accomplie est rémunérée.

Par dérogation aux dispositions de l'article 40 du CCAG-Pi, en cas de résiliation pour motif d'intérêt général en cours d'exécution, le titulaire du marché aura droit à une indemnisation égale à 5 % du montant initial hors taxes du marché, diminué du montant hors taxes non révisé des prestations admises.

Par dérogation à l'article 40 du CCAG-Pi, il n'aura pas droit à une indemnisation des frais et investissements engagés pour l'exécution du présent marché.

#### **ARTICLE 13. PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES**

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, le maître d'ouvrage et le Technicien Détection Réseaux respectent la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016, dit RGPD et la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

#### **ARTICLE 14. REGLEMENT DES LITIGES**

Tout différend entre le titulaire et le maître d'ouvrage fait l'objet, de la part du titulaire d'un mémoire en réclamation exposant les motifs de son désaccord et indiquant, le cas échéant, le montant des sommes réclamées. Ce mémoire doit être communiqué au maître d'ouvrage au plus tard à la remise du projet de décompte final.

Le rejet exprès ou tacite de la réclamation transmise préalablement à la remise du projet de décompte final ne s'oppose pas à ce que le titulaire réitère sa demande lors de la production de ce projet.

En application de l'article 43 du CCAG-Pi, en cas de différend persistant après le processus de réclamation, le maître d'ouvrage et le titulaire privilégient, **préalablement à la saisine du tribunal administratif compétent, le recours à un comité consultatif de règlement à l'amiable, à la conciliation, à la médiation, notamment auprès du médiateur des entreprises**, dans les conditions prévues par le code de la commande publique.

Le maître d'ouvrage et le titulaire peuvent recourir à la transaction afin de régler à l'amiable leur litige, conformément à l'article 2044 du Code civil.

#### 14.1 TRIBUNAL COMPETENT EN CAS DE LITIGE

La loi française est seule applicable au présent marché.

En cas de litige entre les parties contractantes et à défaut d'accord amiable, le différend sera porté devant le Tribunal administratif de LA RÉUNION.

Coordonnées et adresse :

27, Rue Félix Guyon  
B.P. 2024  
97488 SAINT-DENIS CEDEX  
Téléphone : 02.62.92.43.60

#### 14.2 CAS DE FORCE MAJEURE

Si, durant le présent contrat, un cas de force majeure interrompt le service, en totalité ou partiellement, les parties se concerteront pour examen des conditions dans lesquelles une poursuite totale ou partielle du service pourra être entreprise. Elles arrêteront, le cas échéant, les nouvelles conditions contractuelles adaptées à ces circonstances.

#### 14.3 LANGUE

Tous les documents, correspondances, factures ou modes d'emploi doivent être rédigés en français. Si les documents fournis par le titulaire ne sont pas rédigés en langue française, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

Il en est de même s'agissant des réunions ou discussions qui auront lieu dans le cadre de l'exécution du présent marché.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors T.V.A. et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

### ARTICLE 15. MODIFICATIONS AFFECTANT LES CONTRACTANTS

En application de l'article R. 2194-6 du code de la commande publique, le marché pourra être modifié dans les circonstances suivantes.

## **15.1 REMPLACEMENT DU TITULAIRE INITIAL PAR UN NOUVEAU TITULAIRE**

Le Technicien Détection Réseaux peut proposer au maître d'ouvrage la substitution d'un nouveau titulaire afin de le remplacer dans le cadre d'une restructuration de l'entreprise titulaire (transmission, fusion, acquisition, absorption) à condition que cette modification ne remette en cause aucun élément essentiel du marché et que l'opérateur économique présenté dispose des mêmes garanties professionnelles et financières que le titulaire.

## **15.2 MODIFICATION DU GROUPEMENT DE DETECTION RESEAUX EN CAS DE DEFAILLANCE DU MANDATAIRE**

Dans le cas où le mandataire du groupement ne se conforme pas à ses obligations, il est fait application de l'article 3.5.4 du CCAG-Pi.

Le cas échéant, la substitution fait l'objet d'un avenant précisant notamment la nouvelle organisation du groupement ainsi que la nouvelle répartition des prestations et la rémunération afférente.

## **15.3 MODIFICATION DU GROUPEMENT DE DETECTION RESEAUX EN CAS DE DEFAILLANCE D'UN COTRAITANT**

En application de l'article R 2194-1 du code de la commande publique, si le titulaire est un groupement, le mandataire a la faculté de proposer au maître d'ouvrage de modifier sa composition dans les circonstances suivantes :

- cessation d'activité, défaillance économique, décès ou incapacité civile de l'un des cotraitants ;
- défaillance dans l'exécution des obligations contractuelles de l'un des cotraitants, la résolution des litiges entre membres du groupement relevant du groupement.

Il peut présenter comme remplaçant pour la poursuite des prestations :

- soit le mandataire lui-même ou l'un des cotraitants ;
- soit un sous-traitant ;
- soit un nouveau cotraitant, à condition que celui-ci remplisse les conditions de participation fixées dans le cadre de la passation du marché initial et que soit fourni à l'appui de sa présentation l'ensemble des justifications de ses capacités. La substitution ne remet en cause ni les modalités financières du marché ni ses délais d'exécution.

Le maître d'ouvrage dispose de quinze jours à compter de la réception de la proposition du mandataire pour se prononcer sur l'organisation des prestations. Le silence gardé par lui pendant ce délai vaut rejet.

Un avenant est conclu entre le maître d'ouvrage et l'ensemble des cotraitants qui détermine notamment la nouvelle composition du groupement, la nouvelle répartition des prestations ainsi que la rémunération afférente.

En cas de manquement aux obligations contractuelles de l'un des cotraitants affectant la réalisation du marché, il appartient au maître d'ouvrage le cas échéant de résilier partiellement le marché selon les modalités définies à l'article 12 du présent CCAP.

## **ARTICLE 16. DÉROGATIONS AU CCAG-Pi**

Par dérogation aux dispositions de l'article 1 du CCAG-Pi, l'absence de reprise d'une dérogation au CCAG-Pi dans la liste récapitulative ci-dessous n'empêche pas son application si celle-ci est mentionnée dans le présent CCAP.

Articles du présent CCAP	Articles du CCAG-Pi auxquels il est dérogé
Article 3	Article 4.1
Article 4.2.2	Article 3.5.4
Article 4.3	Article 3.6.3
Article 5.3	Article 5.1.1
Article 6.1	Article 3.4.2
Article 6.5.1	Article 28.5
Article 6.5.1	Article 28.2
Article 7.4.2	Article 10.1.1
Article 8	Article 16
Article 8	Article 16.2.4
Article 8	Article 16.2.1
Article 8.1	Article 16.2.3 et 16.2.1
Article 8	Article 16.2.2
Article 8.1	Article 16.2.3
Article 8.1	Article 16.2.1
Article 10.3	Article 9.1.3
Article 10.3	Article 16
Article 12	Article 40
Article 16	Article 1